



**International Criminal Tribunal for Rwanda
Tribunal pénal international pour le Rwanda**

ICTR-01-69-I
30-01-2008
(1384bis-1380bis)

1384bis
S. Muse

EN LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE I

Composée de: Juge Erik Møse, Président
Juge Sergei Alekseevich Egorov
Juge Florence Rita Arrey

La Greffier: Adama Dieng

Date de dépôt: 30 janvier 2008

2008 JAN 30 15:49
JUDICIAL RECORDS/ARCHIVES
RECEIVED

LE PROCUREUR

Contre

Hormisdas NSENGIMANA

Affaire N°: ICTR-2001-69-I

**Requête urgente de la défense aux fins de protection de
l'enquêteur de la défense**

Bureau du Procureur

Wallace KAPAYA
Charity KAGWI
Sylver NTUKAMAZINA
Brian WALLACE
Gina BUTLER
Iskandar ISMAIL
Jane MUKANGIRA

Conseil de la Défense

Maître Emmanuel ALTIT
Maître David Hooper

Rappel des faits

1383 bis

1. La Chambre a rendu une décision le 24 janvier 2008 dans laquelle elle considère les « allégations » (d'après les propres termes du Procureur)¹ de certains témoins de l'accusation comme suffisamment fondée pour ordonner que le Greffe du Tribunal mène une enquête sur les éventuelles rapports entre ces témoins et l'enquêteur rwandais de l'équipe de défense.
2. Il s'agit notamment du témoin CAY. Ce témoin s'est contredit à de nombreuses reprises :
 - Au cours des années, il a fait sept déclarations différentes qui toutes se contredisent et il l'admet ;
 - Il s'est contredit entre l'interrogatoire principal et le contre-interrogatoire ;
 - Il admet avoir été un génocidaire, il admet avoir tué et violé ;
 - Il admet être devenu un témoin professionnel, intervenant à la demande des autorités dans les juridictions Gacaca ou les tribunaux réguliers ;
 - Il admet l'avoir fait contre une remise de peine ;
 - De plus, ses déclarations concernant l'enquêteur de la défense sont confuses et contradictoires. Il prétend dans le même souffle avoir cru que c'était un envoyé du Procureur et avoir été menacé.²

Cet homme devenu témoin professionnel en relation constante avec les envoyés du bureau du procureur et les autorités rwandaises pouvait-il comme il le prétend, confondre un enquêteur de la défense et un représentant du bureau du Procureur.

3. Le même jour qu'étaient portées par le témoin CAY ces allégations, était publié un communiqué³ de l'association African Rights dans lequel il était avancé que l'enquêteur rwandais de l'équipe de défense, se présentant comme employé du Tribunal, aurait essayé de contacter un témoin nommé Eric dans le communiqué

¹ Transcript 24 janvier 2008.

² *Ibid.*

³ *Undermining Justice From Within, Ephrem Gasasira and Fr. Hormisdas Nsengiman's Trial at the ICTR, African Rights, January 2008.*

de l'association. Toujours selon le communiqué, ce dernier aurait refusé et l'enquêteur rwandais ne l'aurait donc pas rencontré.⁴

4. Le même jour étaient rendues publiques, sur les ondes au Rwanda, ces mêmes allégations faites par le témoin CAY et les accusations d'African Rights.⁵
5. Objectivement, de telles manœuvres, fondées sur des allégations qui ne reposent sur aucun élément probant puisque l'accusation n'a rien transmis à l'équipe de défense conduisent à :
 - a) i) empêcher l'enquêteur rwandais de l'équipe de défense de remplir sa mission puisqu'il existe dès lors une épée de Damoclès au-dessus de sa tête ;
 - ii) empêcher qu'il rencontre d'éventuels témoins sans craindre d'être surveillé et, éventuellement, piégé ;
 - b) intimider les témoins de la défense en les dissuadant de rencontrer l'enquêteur et en livrant en pâture le nom de certains d'entre eux au public.

Discussion

6. Le fait qu'une enquête ait été ordonnée concernant l'enquêteur de la défense par la Chambre concourt, qu'on le veuille ou non, dans un tel contexte, à réduire sa marge de manœuvre lors de ses missions et à le mettre en danger, d'autant que d'autres enquêteurs d'équipe de défense ont été pris à parti de la même manière par les médias rwandais et certains ensuite emprisonnés. Il convient donc, de toute urgence, que la Chambre réaffirme l'immunité dont il dispose, afin qu'il puisse, dans ces conditions difficiles, tenter de mener à bien sa mission.
7. Comme il a été récemment rappelé par le bureau des affaires juridiques des Nations Unies dans une soumission du Greffe de ce Tribunal⁶, les enquêteurs des

⁴ *Ibid.*, pp. 5, 6, 7 et 11.

⁵ Emission de radio diffusée les 18 et 19 janvier 2008 sur Radio Rwanda.

équipes de défense du Tribunal bénéficient de l'immunité en vertu de l'article XVII de l'accord de siège qui se réfère lui-même à la section 22 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies :

« Defense investigators are persons performing missions for the Tribunal, and would fall within this provision [Article XVII of the Headquarters Agreement]. Further, under this provision, defense investigators would be accorded more extensive immunity than that granted to Defence Counsel under the Headquarters Agreement and arguably the Statute, which would appear to be consistent with protecting the function they carry out as evidence gatherers in the field.

The provisions of the General Convention referred to in Article XVII of the Headquarters Agreement are provisions which apply to experts on missions (referring to Section 22 of the General Convention). In the Advisory Opinion of the ICJ on the Applicability of Article VI, Section 22 of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, the International Court of Justice held as follows:

“47. The purpose of Section 22 is nevertheless evident, namely, to enable the United Nations to entrust missions to persons who do not have the status of an official of the Organization, and to guarantee them “such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions’. The experts thus appointed or elected may or may not be remunerated, may or may not have a contract, may be given a task requiring work over a lengthy period of time or a short time. The essence of the matter lies not in their administrative position but in the nature of their mission”.

This definition is broad enough to cover defence investigators and the advantage of classifying them under this provision is the delegation of waiver of immunity to the President of the ICTR.”⁷

8. Il découle donc clairement de cet avis juridique des Nations Unies que les enquêteurs des équipes de défense bénéficient de l'immunité accordée aux experts en mission.

⁶ The Prosecutor c. Emmanuel Rukundo, *The Registrar's Submissions Regarding The « Urgent Defence Motion for Court Order that United Nations Functional Immunity Applies to Léonidas Nshogoza, Defence Investigator for Emmanuel Rukundo Arrested in Rwanda on 16/06/07 »* Filed 16 November 2007, 28 November 2007.

⁷ *Ibid.*, para 4.

1380 bis

Par ces motifs,

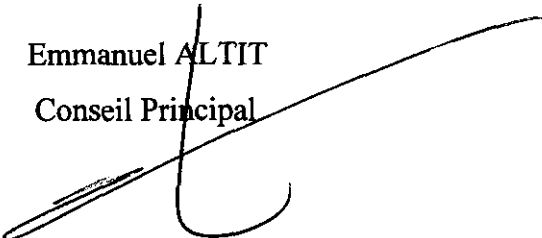
La Défense de Nsengimana prie respectueusement la Chambre de :

REAFFIRMER l'immunité dont bénéficie l'enquêteur de l'équipe de défense et ;


RAPPELER la protection que le Tribunal et les Nations Unies lui octroie.

Fait à Arusha, le 30 janvier 2007

Emmanuel ALTIT
Conseil Principal



David HOOPER
Co-conseil





TRANSMISSION SHEET FOR FILING OF DOCUMENTS WITH CMS

COURT MANAGEMENT SECTION
(Art. 27 of the Directive for the Registry)

I - GENERAL INFORMATION (To be completed by the Chambers / Filing Party)

To:	<input checked="" type="checkbox"/> Trial Chamber I N. M. Diallo	<input type="checkbox"/> Trial Chamber II R. N. Kouambo	<input type="checkbox"/> Trial Chamber III C. K. Hometowu	<input type="checkbox"/> Appeals Chamber / Arusha F. A. Talon
	<input type="checkbox"/> Chief, CMS J.-P. Fomété	<input type="checkbox"/> Deputy Chief, CMS M. Diop	<input type="checkbox"/> Chief, JPU, CMS M. Diop	<input type="checkbox"/> Appeals Chamber / The Hague R. Muzigo-Morrison K. K. A. Afande
From:	<input type="checkbox"/> Chamber (names)	<input checked="" type="checkbox"/> Defence Emmanuel ALTIT (names)	<input type="checkbox"/> Prosecutor's Office (names)	<input type="checkbox"/> Other: (names)
	Case Name: The Prosecutor vs. Hormisdas Nsengimana			Case Number: ICTR-2001-69-T
Dates:	Transmitted: 30 janvier 2008		Document's date: 30 janvier 2008	
No. of Pages:	5	Original Language:	<input type="checkbox"/> English	<input checked="" type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Kinyarwanda
Title of Document:	Requête urgente de la défense aux fins de protection de l'enquêteur de la défense			
Classification Level:		TRIM Document Type:		
<input type="checkbox"/> Ex-Parte <input type="checkbox"/> Strictly Confidential / Under Seal <input type="checkbox"/> Confidential <input checked="" type="checkbox"/> Public		<input type="checkbox"/> Indictment <input type="checkbox"/> Warrant <input type="checkbox"/> Correspondence <input type="checkbox"/> Submission from non-parties <input type="checkbox"/> Decision <input type="checkbox"/> Affidavit <input type="checkbox"/> Notice of Appeal <input type="checkbox"/> Submission from parties <input type="checkbox"/> Disclosure <input type="checkbox"/> Order <input type="checkbox"/> Appeal Book <input type="checkbox"/> Accused particulars <input type="checkbox"/> Judgement <input checked="" type="checkbox"/> Motion <input type="checkbox"/> Book of Authorities		

II - TRANSLATION STATUS ON THE FILING DATE (To be completed by the Chambers / Filing Party)

CMS SHALL take necessary action regarding translation.

☒ Filing Party hereby submits only the original, and **will not submit** any translated version.

☐ Reference material is provided in annex to facilitate translation.

Target Language(s):

☒ English ☐ French ☐ Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

☐ Filing Party hereby submits **BOTH the original and the translated version** for filing, as follows:

Original	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input checked="" type="checkbox"/> Kinyarwanda
Translation	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input checked="" type="checkbox"/> Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

☐ Filing Party **will be submitting the translated version(s)** in due course in the following language(s):

☐ English ☐ French ☐ Kinyarwanda

KINDLY FILL IN THE BOXES BELOW

<input type="checkbox"/> The OTP is overseeing translation. The document is submitted for translation to: <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / Arusha. <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / The Hague. <input type="checkbox"/> An accredited service for translation; see details below: Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:	<input type="checkbox"/> DEFENCE is overseeing translation. The document is submitted to an accredited service for translation (fees will be submitted to DCDMS): Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:
---	--

III - TRANSLATION PRIORITISATION (For Official use ONLY)

<input type="checkbox"/> Top priority	COMMENTS	<input type="checkbox"/> Required date:
<input type="checkbox"/> Urgent		<input type="checkbox"/> Hearing date:
<input type="checkbox"/> Normal		<input type="checkbox"/> Other deadlines: